

Art. 19. Er wordt binnen het Comité een secretariaat opgericht dat de technische en administratieve taken zal vervullen.

Het secretariaat wordt waargenomen door de diensten van de Gemeenschapsregering.

De Gemeenschapsregering, de Waalse Regering en het College bepalen de modaliteiten voor de werking van het secretariaat en voor de samenwerking met de diensten van de Gemeenschap, het Gewest en de Commissie.

Art. 20. De personeelsleden belast met de opvolging van de dossiers die op de agenda staan, wonen de vergaderingen van het Comité bij.

Art. 21. De Ministers die betrokken zijn bij een punt van een dossier waarvoor het advies van het Comité wordt vereist, verstrekken hem op verzoek van het secretariaat de gegevens die het nodig heeft om zijn opdracht te vervullen.

Art. 22. De leden van het Comité ontvangen per zitting 1 000 BEF presentiegeld voor rekening van de overheid die hen benoemd heeft.

HOOFDSTUK V. — Slotbepalingen

Art. 23. Dit samenwerkingsakkoord wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de Raad van de Franse Gemeenschap, van het Waalse Gewest en van de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie.

Art. 24. Dit samenwerkingsakkoord wordt aangegaan voor onbepaalde tijd maar kan worden opgezegd, hetzij in onderlinge overeenstemming, hetzij door elke partij, voor zover een opzegtermijn van zes maanden in acht wordt genomen.

Het heeft uitwerking de dag waarop het laatste goedkeuringsdecreet in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 25. De Gemeenschapsregering, de Waalse Regering en het College zijn belast met de uitvoering van dit samenwerkingsakkoord.

Voor de regering van de Franse gemeenschap :

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,
H. HASQUIN

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs,
de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan de O.N.E.,
J.-M. NOLLET

De Minister van Jeugdbijstand en Gezondheidszorg,
Mevr. N. MARECHAL

Voor de Waalse regering :

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE

Voor het College van de Franse gemeenschapscommissie :

De Voorzitter van het College, belast met het voormalige Provinciaal Onderwijs, Beroepsopleiding,
Leerlingenvervoer, Internationale Betrekkingen en het Samenleven van de Plaatselijke Gemeenschappen,
E. TOMAS

Het Collegelid belast met Cultuur, Jeugd, Sport en Gezondheid,
D. GOSUIN

Het Collegelid belast met de Vorming van Zelfstandigen en het Gehandicaptenbeleid,
E. ANDRE,

Het Collegelid belast met Sociale Actie, Gezin en Begroting,
A. HUTCHINSON

F. 2002 — 1953

[C — 2002/27506]

2 MAI 2002. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 novembre 1998 visant à promouvoir l'égalité des chances des personnes handicapées sur le marché de l'emploi

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées, notamment les articles 6, 10 et 15;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 novembre 1998 visant à promouvoir l'égalité des chances des personnes handicapées sur le marché de l'emploi, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 mai 2000;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 10 décembre 2001;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 13 décembre 2001;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées, donné le 24 janvier 2002;

Vu l'avis A 653 du Conseil économique et social de la Région wallonne, donné le 4 février 2002;

Vu l'avis du Conseil consultatif wallon pour les personnes handicapées, donné le 28 janvier 2002;

Vu l'urgence motivée par les considérations suivantes :

Considérant le contrat de gestion signé le 9 mars 2001 entre le Gouvernement wallon et le Comité de gestion de l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées;

Considérant que le plan stratégique d'exécution de ce contrat prévoit une phase A comportant des objectifs spécifiques directement liés à la maîtrise budgétaire;

Considérant que le calendrier d'exécution de la phase A prévoit notamment l'adoption par le Gouvernement wallon de modifications réglementaires relatives aux interventions en faveur des personnes handicapées occupées dans le secteur de l'emploi ordinaire;

Considérant que le montant de la dotation de la Région wallonne octroyée par le Gouvernement wallon à l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées a été fixé pour l'année 2002 en fonction des modifications réglementaires visées à l'alinéa précédent;

Considérant en conséquence que l'objectif de maîtrise budgétaire relatif aux interventions en faveur des personnes handicapées occupées dans le secteur de l'emploi ordinaire doit produire ses effets sans délai;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 29 avril 2002, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre des Affaires sociales et de la Santé;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. A l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 novembre 1998 visant à promouvoir l'égalité des chances des personnes handicapées sur le marché de l'emploi, il est ajouté un 7^o rédigé comme suit :

« 7^o par revenu minimum mensuel moyen garanti : le montant fixé, pour les travailleurs âgés de 21 ans ou plus, par l'article 3 de la convention collective de travail n^o 43 conclue au sein du Conseil national du travail le 2 mai 1988. »

Art. 3. L'article 3, alinéa 3, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« L'Agence statue sur la demande et notifie sa décision dans un délai de trente jours à partir de la date à laquelle elle dispose de tous les renseignements nécessaires. »

Art. 4. A l'article 10 du même arrêté, l'alinéa suivant est inséré entre l'alinéa 1^{er} et l'alinéa 2 :

« L'indemnisation éventuelle est calculée selon les modalités suivantes :

1^o en ce qui concerne les frais médicaux, pharmaceutiques, hospitaliers, de prothèse, d'orthopédie, les frais de déplacement liés à ces frais, ainsi que les frais funéraires, selon les dispositions de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents de travail, sous déduction de l'intervention de l'assurance maladie-invalidité;

2^o en ce qui concerne l'indemnisation d'une incapacité temporaire, le montant maximum de l'indemnité, indexée conformément à la loi du 10 avril 1971 précitée, est fixé à 90 % du revenu minimum mensuel moyen garanti d'application au moment de l'accident, sous déduction de toute autre intervention légale et réglementaire;

3^o en ce qui concerne l'indemnisation d'une invalidité permanente ou d'un décès, selon les dispositions de la loi du 10 avril 1971 précitée, le salaire de référence étant exclusivement constitué par le revenu minimum mensuel moyen garanti d'application au moment de l'accident ou, le cas échéant, au moment du décès. »

Art. 5. L'alinéa 3 de l'article 13 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« L'Agence statue sur la demande et notifie sa décision dans un délai de trente jours à partir de la date à laquelle elle dispose de tous les renseignements nécessaires. »

Art. 6. A l'article 31 du même arrêté, un alinéa rédigé comme suit, est inséré entre l'alinéa 1^{er} et l'alinéa 2 :

« L'état trimestriel visé à l'alinéa précédent doit être introduit pour la fin du trimestre qui suit la période à laquelle il se rapporte. »

Art. 7. L'alinéa 1^{er} de l'article 33 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« La demande d'intervention est introduite par l'employeur auprès de l'Agence, par lettre recommandée, au plus tard dans le mois qui suit la conclusion du contrat. Elle comporte l'accord de la personne handicapée ».

Art. 8. L'article 34 du même arrêté est complété par l'alinéa suivant :

« L'Agence notifie sa décision dans un délai de trente jours à partir de la date à laquelle elle dispose de tous les renseignements nécessaires ».

Art. 9. L'alinéa 2 de l'article 39 du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

« Il doit :

1^o faciliter l'intégration du travailleur handicapé dans l'équipe de travail et l'entreprise;

2^o assurer un accompagnement professionnel visant l'adaptation au métier et au travail;

3^o informer l'Agence de son action, par le biais, au minimum, d'un rapport d'activités établi à la fin du premier mois, d'un rapport établi à la fin du premier trimestre et d'un rapport établi à la fin du second trimestre d'intervention. »

Art. 10. A l'article 41 du même arrêté, le membre de phrase « *ou au cas où il est empêché d'assumer ses fonctions plus d'un mois* » est inséré entre le mot « fonction » et le mot « l'employeur ».

Art. 11. L'alinéa 2 de l'article 44 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Ces documents doivent être transmis au plus tard pour la fin du mois qui suit la période à laquelle ils se rapportent. »

Art. 12. L'article 45 du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 45. Le montant de l'intervention mensuelle est fixé à 250 euros lorsque le travailleur handicapé preste à temps plein. Il est adapté proportionnellement au régime de travail lorsque celui-ci est à temps partiel.

En cas d'absence du travailleur supérieure à un mois, l'intervention sera proportionnelle aux prestations effectuées. Dans ce cas, la période de tutorat pourra être prolongée pour atteindre six mois effectifs. »

Art. 13. A l'article 50 du même arrêté, le mot « soixante » est remplacé par le mot « trente ».

Art. 14. L'article 52 du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 52. Le montant de l'intervention est fixé à 25 % de la rémunération.

La rémunération visée à l'alinéa précédent n'est prise en considération que jusqu'à concurrence d'une fois et demi le revenu minimum mensuel moyen garanti. »

Art. 15. L'article 57 du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 57. Dans les limites des crédits disponibles, une intervention dans la rémunération et les charges sociales, destinée à favoriser l'égalité des chances des personnes handicapées sur le marché de l'emploi, est accordée à l'employeur en vue de compenser le coût des mesures prises pour :

1° ajuster mutuellement les exigences de la fonction et les aptitudes du travailleur handicapé;

2° le cas échéant, tenir compte de l'impossibilité d'ajuster de manière satisfaisante ces exigences et aptitudes.

Les mesures susceptibles d'être couvertes par une prime au tutorat ou par un aménagement de poste de travail ne sont pas prises en compte dans le cadre de la prime de compensation. »

Art. 16. L'article 59 du même arrêté est complété par les alinéas suivants :

« La rémunération visée à l'alinéa précédent n'est prise en considération que jusqu'à concurrence d'une fois et demi le revenu minimum mensuel moyen garanti.

L'intervention est accordée pour un délai maximum de cinq ans renouvelable. Au cours des cinq premières années d'intervention, le pourcentage d'intervention est diminué chaque année de 5 %. A tout moment, en cas de modification de la situation, en ce compris la diminution de pourcentage d'une intervention en cours, l'entreprise peut solliciter une nouvelle analyse de la situation, réalisée par l'Agence conformément aux dispositions de l'article 60 du présent arrêté. L'enquête menée conduit le cas échéant à la fixation d'un nouveau pourcentage d'intervention. Ce nouveau pourcentage éventuel prend cours le premier jour du mois qui suit sa notification. »

Art. 17. L'article 60 du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 60. Cette intervention est fixée après enquête de l'Agence auprès de l'entreprise, visant à déterminer le coût des mesures prises pour ajuster mutuellement les exigences du poste de travail et les aptitudes du travailleur handicapé.

Cette enquête est réalisée soit au plus tôt trois mois et au plus tard cinq mois après l'entrée en service du travailleur handicapé ou de la reprise de travail du travailleur devenu handicapé, soit dans les deux mois de la demande, si le travailleur handicapé est en fonction depuis plus de trois mois.

L'intervention prend néanmoins cours :

1° soit à la date de réception par l'Agence de la demande d'intervention;

2° soit à la date d'entrée en service du travailleur, si elle est postérieure à la demande d'intervention;

3° soit, si elle est précédée d'une prime à l'intégration, à la date à laquelle il est mis fin à cette dernière, pour autant que cette date soit postérieure à la demande de prime de compensation.

L'Agence peut demander l'avis du médecin du travail de l'entreprise.

L'Agence peut conseiller tant le travailleur handicapé que l'employeur et leur suggérer, le cas échéant, des mesures de nature technique ou organisationnelle, en vue d'améliorer l'ajustement des aptitudes et exigences et/ou de diminuer leur coût, et ce dès avant l'embauche du travailleur. Le pourcentage d'intervention est fixé en tenant compte de ces suggestions. »

Art. 18. L'article 61 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 61. L'Agence notifie sa décision dans un délai de trente jours à partir de la date à laquelle elle dispose de tous les renseignements nécessaires. La décision précise les éléments pris en compte pour déterminer le pourcentage d'intervention. »

Art. 19. A l'article 69 du même arrêté, le mot « soixante » est remplacé par le mot « trente ».

Art. 20. L'article 71 du même arrêté est complété par l'alinéa suivant :

« Les justificatifs établissant la réalité de l'activité doivent être transmis dans le délai de trois mois de leur établissement. »

Art. 21. L'article 74, alinéa 1^{er}, du même arrêté est complété par la disposition suivante :

« 6° lorsque le matériel pourrait être utilisé par le travailleur handicapé quelle que soit l'entreprise à laquelle il serait lié par un contrat de travail, s'engager à assurer le transfert de la propriété de ce matériel au travailleur dès la réception de l'intervention de l'Agence, pour autant que celle-ci couvre l'intégralité du coût du matériel en question. »

Art. 22. A l'article 78 du même arrêté, le point 1° est remplacé par la disposition suivante :

« 1° démontrer que l'aménagement du poste de travail n'est pas effectué couramment dans la branche d'activités de la personne handicapée et qu'il est indispensable pour lui permettre d'exercer son activité professionnelle. »

Art. 23. A l'article 82 du même arrêté, le mot « soixante » est remplacé par le mot « trente ».

Art. 24. L'article 82 du même arrêté est complété par l'alinéa suivant :

« Les factures doivent être transmises à l'Agence dans un délai d'un an prenant cours à la date de notification de la décision. »

Art. 25. L'article 83, alinéa 1^{er}, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Dans les limites des crédits disponibles, une intervention dans les frais de déplacement exposés par le travailleur handicapé pour se rendre de son domicile au lieu de son travail ou du travailleur indépendant handicapé pour se rendre de son domicile au siège de son activité, lui est accordée, à raison d'un aller et retour par jour. »

Art. 26. L'article 83bis du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 83bis. Pour pouvoir bénéficier de l'intervention, le travailleur handicapé doit, en raison de la nature ou de la gravité de son handicap, se trouver :

1° soit dans l'impossibilité d'utiliser un moyen de transport en commun sans être accompagné d'une tierce personne;

2° soit dans l'obligation d'utiliser un moyen de transport individuel parce qu'il se déplace en voiturette ou parce qu'il est établi, sur la base d'un rapport médical circonstancié, qu'il est incapable d'effectuer à pied un déplacement d'au moins 300 mètres. »

Art. 27. A l'article 85 du même arrêté, le mot « soixante » est remplacé par le mot « trente. »

Art. 28. L'article 86, § 1^{er}, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Pour les déplacements effectués par un moyen de transport individuel conduit par le travailleur ou par une tierce personne, l'intervention se calcule en fonction de la distance parcourue et du montant de l'indemnité kilométrique fixée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 mars 2001 modifiant l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours. Pour le calcul des distances, il est tenu compte de la distance réelle. »

Art. 29. L'article 86, § 3 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. Pour les déplacements effectués par un moyen de transport en commun moyennant l'accompagnement d'une tierce personne, l'intervention est égale au montant du prix réclamé à l'accompagnant pour conduire le travailleur à son lieu de travail, rejoindre le lieu de départ, aller rechercher le travailleur et le ramener à son domicile, sans que ce prix puisse excéder par mois le coût d'un abonnement mensuel pour la même distance. »

Art. 30. Un article 89bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 89bis. Sont considérés comme ayant débuté un an avant leur prise de cours, et sont dès lors soumis à la diminution de 5 %, conformément à l'article 59, alinéa 3, :

1° le premier renouvellement d'une prime de compensation en cours au jour de l'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 mai 2002 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 novembre 1998 visant à promouvoir l'égalité des chances des personnes handicapées sur le marché de l'emploi;

2° le premier octroi d'une prime de compensation faisant suite à une intervention en cours au jour de l'entrée en vigueur de l'arrêté visé au 1°, accordée sur la base de l'arrêté ministériel du 3 février 1977 fixant les conditions d'octroi de l'intervention dans la rémunération et les charges sociales accordée par le Fonds national de reclassement social des handicapés aux employeurs en exécution de la convention collective de travail n° 26. »

Art. 31. L'article 63, 2°, du même arrêté est abrogé.

Art. 32. L'arrêté ministériel du 3 février 1977 fixant les conditions d'octroi de l'intervention dans la rémunération et les charges sociales accordée par le Fonds national de reclassement social des handicapés aux employeurs en exécution de la convention collective de travail n° 26 concernant le niveau de rémunération des handicapés occupés dans un emploi normal, est abrogé.

Toutefois, les interventions accordées par des décisions prises sur la base de l'arrêté ministériel du 3 février 1977 visé à l'alinéa 1^{er}, et toujours en cours à la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté, sont exécutées jusqu'à leur échéance.

Art. 33. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du trimestre qui suit celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur belge*.

Toutefois les articles 9, 10, 11, 12, 14 et 16 ne s'appliquent, pour les interventions en cours à la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté, qu'à partir du renouvellement éventuel desdites interventions.

Art. 34. Le Ministre ayant la Politique des personnes handicapées dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 2 mai 2002.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Th. DETIENNE

—
VERTALING

N. 2002 — 1953

[C — 2002/27506]

2 MEI 2002. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 5 november 1998 tot bevordering van de kansengelijkheid voor de gehandicapte personen op de arbeidsmarkt

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen, inzonderheid op artikelen 6, 10 en 15;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 5 november 1998 tot bevordering van de kansengelijkheid van de gehandicapte personen op de arbeidsmarkt, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 18 mei 2000;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 10 december 2001;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 13 december 2001;

Gelet op het advies van het beheerscomité van het « Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées » (Waalts agentschap voor de integratie van gehandicapte personen), gegeven op 24 januari 2002;

Gelet op het advies A 653 van de « Conseil économique et social de la Région wallonne » (Sociaal-economische raad van het Waalse Gewest), gegeven op 4 februari 2002;

Gelet op het advies van de « Conseil consultatif wallon pour les personnes handicapées » (Waalse raad van advies voor gehandicapte personen), gegeven op 28 januari 2002;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door de volgende overwegingen :

Gelet op de beheersovereenkomst die op 9 maart 2001 werd ondertekend door de Waalse Regering en het beheerscomité van het « Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées »;

Overwegende dat het strategisch uitvoeringsplan voor die overeenkomst voorziet in een fase A met specifieke doelstellingen die rechtstreeks betrekking hebben op de begrotingscontrole;

Overwegende dat de uitvoeringsplanning voor fase A namelijk voorziet in de aanneming door de Waalse Regering van reglementaire wijzigingen betreffende de tegemoetkomingen ten gunste van gehandicapte personen tewerkgesteld in de gewone arbeidssector;

Overwegende dat het bedrag van de dotatie toegekend door de Waalse Regering aan het « Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées » voor het jaar 2002 is berekend met inachtneming van de reglementaire wijzigingen bedoeld in het vorige lid;

Overwegende bijgevolg dat de doelstelling inzake de begrotingscontrole, die betrekking heeft op de tegemoetkomingen ten gunste van gehandicapte personen tewerkgesteld in de gewone arbeidssector, zo spoedig mogelijk gevolg moet hebben;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 29 april 2002, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.

Art. 2. In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 5 november 1998 tot bevordering van de kansengelijkheid voor de gehandicapte personen op de arbeidsmarkt, wordt een punt 7° toegevoegd, luidend als volgt :

« 7° gewaarborgd gemiddeld maandelijks minimuminkomen : het bedrag dat voor werknemers die minstens 21 jaar oud zijn, wordt berekend overeenkomstig artikel 3 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 43, op 2 mei 1988, gesloten binnen de Nationale Arbeidsraad. »

Art. 3. Artikel 3, derde lid, van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

« Het Agentschap beslist over de aanvraag en deelt zijn beslissing mee binnen een termijn van dertig dagen, te rekenen vanaf de datum waarop het over de nodige gegevens beschikt. »

Art. 4. In artikel 10 van hetzelfde besluit wordt tussen het eerste en het tweede lid het volgende lid ingevoegd :

« De eventuele vergoeding wordt berekend als volgt :

1° wat betreft de medische, farmaceutische, verpleeg-, prothese- en orthopedische kosten en de daarmee verbonden reiskosten, alsook de begrafeniskosten, overeenkomstig de bepalingen van de wet van 10 april 1971 op de arbeidsongevallen, na aftrek van de tegemoetkoming van de ziekte- en invaliditeitsverzekering;

2° wat betreft de vergoeding voor tijdelijke onbekwaamheid, wordt het maximumbedrag van de vergoeding, geïndexeerd overeenkomstig voormelde wet van 10 april 1971, vastgelegd op 90 % van het gewaarborgd gemiddeld maandelijks minimuminkomen van toepassing op het ogenblik van het ongeval, na aftrek van elke andere wettelijke en reglementaire tegemoetkoming;

3° wat betreft de vergoeding in geval van permanente invaliditeit of van overlijden, overeenkomstig de bepalingen van voormelde wet van 10 april 1971; het referentieloon bestaat uitsluitend uit het gewaarborgd gemiddeld maandelijks minimuminkomen van toepassing op het ogenblik van het ongeval of, in voorkomend geval, van het overlijden. »

Art. 5. In artikel 13 van hetzelfde besluit wordt het derde lid gewijzigd als volgt :

« Het Agentschap beslist over de aanvraag en deelt zijn beslissing mee binnen dertig dagen, te rekenen vanaf de datum waarop het over de nodige gegevens beschikt. »

Art. 6. In artikel 31 van hetzelfde besluit wordt tussen het eerste en het tweede lid het volgende lid ingevoegd :

« De in het vorige lid bedoelde driemaandelijks staat moet worden ingediend vóór het einde van het kwartaal dat volgt op de periode waarop die betrekking heeft. »

Art. 7. In artikel 33 van hetzelfde besluit wordt het eerste lid gewijzigd als volgt :

« De tegemoetkomingsaanvraag wordt door de werkgever bij aangetekend schrijven aan het Agentschap gericht uiterlijk binnen één maand na de sluiting van de overeenkomst. Ze moet het akkoord van de gehandicapte persoon bevatten. »

Art. 8. Artikel 34 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met het volgende lid :

« Het Agentschap deelt zijn beslissing mee binnen dertig dagen, te rekenen vanaf de datum waarop het over de nodige gegevens beschikt. »

Art. 9. In artikel 39 van hetzelfde besluit wordt het tweede lid gewijzigd als volgt :

« Hij moet :

1° de integratie van de gehandicapte werknemer in het werkteam en in het bedrijf bevorderen;

2° een beroepsbegeleiding waarborgen met het oog op de beroeps- en werkaanpassing;

3° het Agentschap in kennis stellen van zijn actie d.m.v. een activiteitenverslag opgemaakt aan het einde van de eerste maand, van het eerste kwartaal en van het tweede kwartaal waarin de tegemoetkoming wordt verleend. »

Art. 10. In artikel 41 van hetzelfde besluit wordt het zinsdeel « *of als hij langer dan een maand belet wordt zijn functies uit te oefenen* » ingevoegd tussen de woorden « neerlegt » en « moet ».

Art. 11. In artikel 44 van hetzelfde besluit wordt het tweede lid gewijzigd als volgt :

« Die stukken worden overgemaakt uiterlijk tegen het einde van de maand die volgt op de periode waarop ze betrekking hebben. »

Art. 12. Artikel 45 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

« Art. 45. Het bedrag van de maandelijkse tegemoetkoming wordt vastgelegd op 250 euro als de gehandicapte werknemer voltijds is tewerkgesteld. Het wordt evenredig aangepast als hij deeltijds werkt.

Als de werknemer meer dan een maand afwezig is, wordt de tegemoetkoming berekend op grond van de verrichte prestaties. In dat geval kan de bevoogding zes volle maanden duren. »

Art. 13. In artikel 50 van hetzelfde besluit wordt het aantal « zestig » vervangen door het aantal « dertig ».

Art. 14. Artikel 52 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

« Art. 52. Het bedrag van de tegemoetkoming wordt vastgelegd op 25 % van de bezoldiging.

De in het vorige lid bedoelde bezoldiging wordt tot hoogstens anderhalve keer het gewaarborgd gemiddeld maandelijks minimuminkomen in aanmerking genomen. »

Art. 15. Artikel 57 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

« Art. 57. Binnen de perken van de beschikbare kredieten geniet de werkgever een tegemoetkoming in de bezoldiging en de sociale lasten die bestemd is om de kansengelijkheid voor de gehandicapte personen op de arbeidsmarkt te bevorderen, als compensatie voor de kosten van de maatregelen waarbij :

1° de vereisten van de functie en de geschiktheden van de gehandicapte werknemer wederzijds op elkaar worden afgestemd;

2° in voorkomend geval rekening wordt gehouden met de onmogelijkheid om die vereisten en geschiktheden genoegzaam op elkaar af te stemmen.

De maatregelen waarvan de prijs kan worden gedekt door een bevoogdingspremie of door de inrichting van een werkpost, worden niet in aanmerking genomen bij de berekening van de compensatiepremie. »

Art. 16. Artikel 59 van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt :

« De in het vorige lid bedoelde bezoldiging komt in aanmerking tot hoogstens anderhalve keer het gewaarborgd gemiddeld maandelijks minimuminkomen.

De tegemoetkoming wordt verleend voor een verlengbare termijn van hoogstens vijf jaar.

De eerste vijf jaar wordt het tegemoetkomingspercentage jaarlijks met 5 % verminderd. Bij een toestandswijziging, met name een vermindering van een tegemoetkomingspercentage, mag het bedrijf elk ogenblik een nieuwe analyse van de toestand eisen. Die analyse wordt door het Agentschap uitgevoerd overeenkomstig de bepalingen van artikel 60 van dit besluit.

Na de analyse wordt in voorkomend geval een nieuw percentage vastgelegd dat van kracht wordt vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de datum van de kennisgeving ervan. »

Art. 17. Artikel 60 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

« Art. 60. Het tegemoetkomingsbedrag wordt vastgelegd nadat het Agentschap bij het bedrijf een onderzoek heeft gedaan naar de kosten van de maatregelen die dienen om de vereisten van de werkpost en de geschiktheden van de gehandicapte werknemer op elkaar af te stemmen.

Dat onderzoek wordt uitgevoerd hetzij op z'n vroegst drie maanden en uiterlijk vijf maanden na de indiensttreding van de gehandicapte werknemer of na de werkhervatting door de werknemer die gehandicapt werd, hetzij binnen twee maanden na de aanvraag als de gehandicapte werknemer langer dan drie maanden in dienst is.

De tegemoetkoming wordt niettemin van kracht :

1° hetzij de dag waarop het Agentschap de tegemoetkomingsaanvraag in ontvangst neemt;

2° hetzij op de datum van indiensttreding van de werknemer als die volgt op de tegemoetkomingsaanvraag;

3° hetzij, als de tegemoetkoming wordt voorafgegaan door een integratiepremie, op de datum waarop deze laatste niet meer wordt toegekend, voor zover die datum volgt op de aanvraag om een compensatiepremie.

Het Agentschap mag de arbeidsgeneesheer van het bedrijf om advies verzoeken.

Het Agentschap kan zowel de gehandicapte werknemer als de werkgever vlak vóór de indienstneming van eerstgenoemde advies geven en hen in voorkomend geval technische of organisatorische maatregelen voorleggen om de geschiktheden en vereisten beter op elkaar af te stemmen en/of de kosten van die maatregelen te verminderen. Het tegemoetkomingspercentage wordt vastgelegd met inachtneming van die voorstellen. »

Art. 18. Artikel 61 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

« Art. 61. Het Agentschap deelt zijn beslissing mee binnen dertig dagen, te rekenen vanaf de datum waarop het over de nodige gegevens beschikt. De beslissing bevat de gegevens waarmee rekening wordt gehouden om het tegemoetkomingspercentage te bepalen. »

Art. 19. In artikel 69 van hetzelfde besluit wordt het aantal « zestig » vervangen door het aantal « dertig ».

Art. 20. Artikel 71 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met het volgende lid :

« De bewijsstukken waarmee wordt bevestigd dat de activiteit daadwerkelijk wordt uitgeoefend, worden overgemaakt binnen drie maanden na de opstelling ervan. »

Art. 21. Artikel 74, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt :

« 6° als het materiaal zou kunnen worden gebruikt door de gehandicapte werknemer, ongeacht het bedrijf waaraan hij bij een arbeidsovereenkomst gebonden is, zich ertoe verbinden de eigendom op dat materiaal aan de werkgever over te dragen bij de ontvangst van de tegemoetkoming van het Agentschap, voor zover deze laatste de gezamenlijke kosten van het bedoelde materiaal dekt. »

Art. 22. In artikel 78 van hetzelfde besluit wordt punt 1° gewijzigd als volgt :

« 1° bewijzen dat de werkpost niet vaak wordt ingericht in de activiteitensector van de gehandicapte persoon en dat de inrichting noodzakelijk is om hem in staat te stellen zijn beroepsactiviteit uit te oefenen. »

Art. 23. In artikel 82 van hetzelfde besluit wordt het aantal « zestig » vervangen door het aantal « dertig ».

Art. 24. Artikel 82 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met het volgende lid :

« De facturen worden naar het Agentschap gestuurd binnen een termijn van één jaar, te rekenen vanaf de datum van de kennisgeving van de beslissing. »

Art. 25. Artikel 83, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

« Binnen de perken van de beschikbare kredieten wordt een tegemoetkoming verleend in de reiskosten van de gehandicapte werknemer voor zijn verplaatsingen tussen woon- en werkplaats of aan de onafhankelijke gehandicapte werknemer voor zijn verplaatsingen tussen zijn woonplaats en zijn bedrijfszetel. De tegemoetkoming wordt verleend voor een heen- en terugreis per dag. »

Art. 26. Artikel 83bis van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt :

« Art. 83bis. Om in aanmerking te komen voor de tegemoetkoming moet de gehandicapte werknemer wegens de aard of de ernst van zijn handicap :

1° ofwel niet in staat zijn een openbaar vervoermiddel te gebruiken zonder begeleiding van een derde;

2° ofwel verplicht zijn een individueel vervoermiddel te gebruiken omdat hij zich met een rolstoel verplaatst of omdat een omstandig medisch rapport bevestigt dat hij niet bekwaam is om minstens 300 meter te voet af te leggen. »

Art. 27. In artikel 85 van hetzelfde besluit wordt het aantal « zestig » vervangen door het aantal « dertig ».

Art. 28. Artikel 86, § 1, van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

« § 1. Voor verplaatsingen met een individueel vervoermiddel bestuurd door de werknemer of een derde, wordt de tegemoetkoming berekend op grond van de afstand en van de kilometervergoeding bepaald bij het besluit van de Waalse Regering van 7 maart 2001 tot wijziging van het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten. De afstanden worden berekend op grond van de reële afstand. »

Art. 29. Artikel 86, § 3, van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

« § 3. Voor verplaatsingen met het openbaar vervoer waarvoor de begeleiding van een derde nodig is, is het bedrag van de tegemoetkoming gelijk aan de prijs die de begeleider wordt aangerekend om de werknemer naar zijn werkplaats te brengen, zich weer naar het vertrekpunt te begeven, de werknemer weer op te halen en naar zijn woonplaats te brengen.

Dat bedrag mag maandelijks niet hoger zijn dan de prijs van een maandabonnement voor dezelfde afstand. »

Art. 30. In hetzelfde besluit wordt een artikel 89bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 89bis. De volgende tegemoetkomingen worden geacht plaats te hebben gevonden één jaar vóór de datum waarop ze van kracht worden, en komen derhalve overeenkomstig artikel 59, derde lid, in aanmerking voor de vermindering van 5 % :

1° de eerste vernieuwing van een compensatiepremie die van kracht is op de datum van inwerkingtreding van het besluit van de Waalse Regering van 2 mei 2002 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 5 november 1998 tot bevordering van de kansgelijkheid voor de gehandicapte personen op de arbeidsmarkt;

2° de eerste toekenning van een compensatiepremie als gevolg van een tegemoetkoming die van kracht is op de dag van inwerkingtreding van het in 1° bedoelde besluit, verleend op grond van het ministerieel besluit van 3 februari 1977 tot vaststelling van de voorwaarden inzake toekenning van de tegemoetkoming in het loon en de sociale lasten die door het Rijksfonds voor sociale reclassering van de minder-validen aan de werkgevers wordt verleend ter uitvoering van collectieve arbeidsovereenkomst nr. 26 betreffende het bezoldigingspeil van de mindervaliden die in een normaal arbeidsregime zijn tewerkgesteld. »

Art. 31. Artikel 63, 2°, van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 32. Het ministerieel besluit van 3 februari 1977 tot vaststelling van de voorwaarden inzake toekenning van de tegemoetkoming in het loon en de sociale lasten die door het Rijksfonds voor sociale reclassering van de mindervaliden aan de werkgevers wordt verleend ter uitvoering van collectieve arbeidsovereenkomst nr. 26 betreffende het bezoldigingspeil van de mindervaliden die in een normaal arbeidsregime zijn tewerkgesteld, wordt opgeheven.

De tegemoetkomingen die verleend werden na beslissingen genomen op grond van bovenbedoeld ministerieel besluit van 3 februari 1977 en die nog van kracht zijn op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, worden echter verleend tot de vervaldatum ervan.

Art. 33. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van het kwartaal na dat waarin het wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Voor de tegemoetkomingen die van kracht zijn op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, worden de artikelen 9, 10, 11, 12, 14 en 16 echter pas toegepast vanaf de eventuele vernieuwing ervan.

Art. 34. De Minister tot wiens bevoegdheden het Gehandicaptenbeleid behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 2 mei 2002.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE